



CITOYENS Militants

LE MRC,
UNE BOUSSOLE REPUBLICAINE
POUR LA GAUCHE ET POUR LA FRANCE

SPECIAL UNIVERSITÉ DE RENTRÉE



ÉDITO

Le sursaut républicain, tel était le thème de notre université de rentrée cette année. Pendant deux jours, nous nous sommes nourris des interventions de nos invités. Tous ont apporté un éclairage et une contribution utiles à notre réflexion sur la situation politique, sociale et économique de la France après trente ans de dérégulation financière et de saut dans l'Europe libérale.

Comment provoquer alors ce sursaut républicain en conscience et surtout en actes ? Notre solution repose sur la souveraineté. Je le disais en conclusion, la politique fait face à l'absence de souveraineté : notre budget est décidé par Bruxelles, notre politique économique est largement alignée sur la vision de Berlin, nos ministres à Bercy ont depuis bien longtemps renoncé à placer les intérêts de la nation au dessus de ceux de l'Europe libérale.

La souveraineté est également la clef de la construction d'une société harmonieuse fondée sur l'égalité des droits et des devoirs plutôt que la haine et le repli culturel par peur de «l'autre». Le sursaut républicain, c'est celui du volontarisme et de toute la nation, de tous ses citoyens pour redonner corps à la France et formuler un projet d'avenir.

Vous trouverez dans ce *CITOYENS MILITANTS* des extraits des interventions de nos invités. Bientôt seront disponibles les actes complets de notre université de rentrée qui reprendront la totalité des interventions.

C'est forts de ce projet enrichi des analyses de nos invités que nous abordons les enjeux à venir, aussi bien

nationaux que locaux. En mars se tiendront les élections départementales et le MRC sera présent autant qu'il le peut pour défendre son projet et faire apparaître de nouveaux visages.

Aidé du secrétariat national, je souhaite par ailleurs que nous soyons offensifs sur les propositions. Des rencontres thématiques, nourries par le travail de la direction, sont prévues, la première aura lieu le mercredi 28 janvier à l'Assemblée nationale. Elles nous permettront de faire entendre notre voix dans le débat public et de positionner le MRC sur les enjeux d'avenir : travail, politique énergétique, traité transatlantique, autant de dossiers sur lesquels nous travaillons dès aujourd'hui.



Le sursaut républicain, c'est celui du volontarisme et de toute la nation, de tous ses citoyens pour redonner corps à la France et formuler un projet d'avenir.

Enfin en juin 2015 se tiendra notre congrès qui sera l'occasion de préciser notre stratégie politique dans un contexte difficile pour la France. Depuis notre précédent congrès, la donne a changé et nous devons faire entendre les exigences républicaines qui sont d'autant plus d'actualité : réorienter la construction euro-

péenne, poser la question de l'euro monnaie unique, trop fort pour l'économie française, nous libérer des dogmes libéraux pour retrouver la croissance et notre compétitivité.

Dans la perspective des combats qui nous attendent, le MRC a besoin de tous, de votre adhésion pour l'année qui vient.

JEAN-LUC LAURENT

Député du Val-de-Marne,
président du MRC



«Dans ces moments de troubles, la République et ses principes restent intacts, phare dans la tempête»

Verbatim du discours de clôture de Jean-Luc Laurent

La table-ronde pour un programme de salut-public nous permet d'actualiser au nouveau contexte ce que nous avons engagé en 2010 avant la présidentielle.

Déjà en 2010 nous étions inquiets de l'état de la France. Je vous invite à relire notre « Programme de Salut Public », furieusement actuel. Quatre ans plus tard et la gauche au pouvoir, nous n'avons pas pour autant de raisons d'être réjouis.

La situation parle d'elle-même : une croissance égale à 0, une déflation qui menace, des économies budgétaires revues à la hausse régulièrement, le dogme des 3% de déficit à tenir, tout en reconnaissant qu'on ne peut pas l'atteindre, un saut aveugle dans une austérité malade dans toute l'Europe qui est le résultat de la construction européenne et de la création de l'euro.

Je suis allé le dire à La Rochelle, devant les socialistes et dirigeants des partis de gauche : tous les voyants sont au rouge. La production industrielle a baissé de 4% au premier semestre 2014, les exportations se sont contractées de 15 milliards d'euros, l'investissement des entreprises s'est réduit de 0,8% au deuxième trimestre.

Il ne suffit pas de dire que nous sommes aujourd'hui au milieu d'une crise, il faut en avoir conscience, se battre

contre et le faire avec ardeur et détermination. Bref, il faut une volonté. Il faut le courage de décider.

Les politiques d'austérité conduites en Europe mènent la France et toute l'Europe dans le mur. François Hollande et Manuel Valls font leur possible pour atténuer l'extrême dureté des « recommandations » de la Commission européenne et de Madame Merkel que nous a rappelées Bastien Faudot hier. François Hollande vient de plaider pour l'introduction d'une flexibilité dans l'application des traités européens.

Le Président enterre enfin les 3% quand il aurait fallu faire ce choix dès 2012, ça c'était un choix. Mais mieux vaut tard que jamais. De même, quand le président de la République affirme sa conviction qu'on ne peut pas faire en même temps le redressement des comptes et le soutien à la croissance. Nous allons donc continuer à l'encourager à privilégier la croissance et l'emploi plutôt que l'équilibre à marche forcée des comptes. Car il n'y aura pas de résultats dans le redressement de la croissance et l'emploi sans cette réorientation radicale de la construction européenne.

Nous allons continuer à dire ceci : à l'Allemagne, parlons

franc ! Il ne faut pas hésiter à créer un rapport de force avec la droite allemande qui ne peut continuer à dicter sa vision de l'Europe alors que celle-ci est un échec et conduit vers l'abîme.

Pour penser et définir une autre politique, pour se donner des marges de manoeuvre, faut-il pour autant brader ce qui a été fait en termes d'assainissement des finances publiques entre 2012 et 2014 ? Je ne le crois pas, car chacun mesure qu'un effort est nécessaire pour redresser la situation de la France. Il fallait rééquilibrer le budget en recettes. C'est la stratégie de la droite, partout, tout le temps, de couper les recettes pour pouvoir mettre les dépenses sous pression. L'équilibre des finances publiques est meilleur. Le déficit structurel est meilleur et il aurait fallu retourner cet acquis contre le TSCG. Même ça, la majorité a échoué à le faire. La soumission européenne est une soumission volontaire qui commence à Bercy. Bercy, Bruxelles, Berlin.

Oui, la République a pour programme d'aider les faibles dans leur lutte contre les forts », disait Clemenceau. Nous devons porter la voix du peuple, de ces Français déçus, comme nous, par ces deux années, car, comme nous, ils attendaient autre chose. Nous voulions la traduction en actes du discours du Bourget. Quel écart, quand on le relit en 2014 !

Ce que nous devons bâtir dans les mois qui viennent, c'est ce lien indispensable avec nos concitoyens.

L'exercice de la République ne peut se faire sans cet échange permanent. Nous devons aller chercher, un par un, les Français tentés par un vote protestataire ou l'abstention et expliquer, un par un, les travestissements d'une extrême droite qui se camoufle derrière les grandes intentions. Et pour lutter contre l'extrême droite, il nous faut d'autant plus mettre fin au terreau de la crise économique sur lequel elle prospère. C'est cette politique, la seule soit disant possible, qui est conduite depuis 1983 par les gouvernements successifs, qu'il faut changer.

Pourquoi agite-t-on à outrance le "risque FN" ? Parce que

la gauche a échoué à susciter l'envie, l'espoir et l'émerveillement. Parce qu'elle s'est coupée de son électorat le plus important : les classes populaires, les ouvriers, les fonctionnaires et les jeunes. Parce que depuis trente ans on dénigre la nation, creuset de l'universalisme, pour lui substituer une Europe qui tourne le dos aux peuples des différentes nations.



«Oui, la République a pour programme d'aider les faibles dans leur lutte contre les forts», disait Clemenceau. Nous devons porter la voix du peuple, de ces Français déçus, comme nous, par ces deux années, car, comme nous, ils attendaient autre chose. Nous voulions la traduction en actes du discours du Bourget. Quel écart, quand on le relit en 2014 !

par exemple, ou d'une région Bourgogne-Franche-Comté. Néanmoins, je demande à chacun d'entre vous de porter davantage encore ces valeurs républicaines pour que la frontière entre la politique et les citoyens ne se creuse pas un peu plus à cette occasion.

En attendant, je sais pouvoir compter sur chacun d'entre nous, dans nos fédérations respectives, pour être des piliers du mouvement. Nous ne pourrions rien faire sans l'engagement de chacun, notre capacité à peser tient également dans la camaraderie qui nous lie et qui a été forgée dans les combats communs, des combats parfois difficiles qui ont conforté notre solidité collective et notre loyauté au MRC.

Je pense aussi aux jeunes, ils sont l'avenir de nos idées. Le comité jeunes vit, vous avez découvert leurs affiches ce weekend. Nous devons les encourager car ils apportent un regard neuf et d'autres formes de militantismes qui nous sont précieux. ■

Dans ces moments de troubles, la République et ses principes restent intacts, phare dans la tempête. C'est en s'appuyant sur ce socle inébranlable que nous proposerons un projet solide et cohérent pour la France. C'est ainsi que nous répondrons à la crise de la démocratie qui est une crise de la souveraineté et de la parole publique.

En 2015 auront lieu des élections. Certes, on ne sait pas tout à fait quand, ni quelles formes auront nos collectivités, mais elles auront lieu, sans doute en mars puis à l'hiver 2015. Certes, on ne sait pas si l'action politique de proximité se fera à l'échelle d'un département comme le Territoire-de-Belfort,

Synthèse des travaux

Julien Landfried



Je souhaite remercier les différents intervenants qui nous ont montré qu'il était possible de faire d'autres choix que ceux qui sont menés. Dans la première table ronde, « Europe, libre-échange, mondialisation : lever les tabous », je voudrais mentionner l'intervention de Coralie Delaume qui a questionné la construction technicienne de l'Union Européenne et la légitimité aujourd'hui du droit européen, en particulier après le traité de Lisbonne qui venait finalement en contradiction avec le choix des Français lors du référendum de 2005. Son intervention a été suivie de celle du journaliste Romaric Godin de La Tribune. Il a largement souligné le fait que depuis un certain temps, la France refuse d'engager un rapport de force avec l'Allemagne. De la même manière que la droite n'a pas essayé, la gauche ne l'a pas fait pour autant. Clotilde Valter, députée PS, a tenté de défendre le bilan du gouvernement, essentiellement en expliquant que les marges de manœuvre sont étroites, la mondialisation restreignant les choix possibles. C'est donc difficile pour les



gouvernements qui font au mieux. On a pu percevoir à certains moments un discours de résignation. Enfin Bruno Moschetto a pu faire une longue discussion sur les vertus du passage à une monnaie commune, qui aurait le mérite de sacrifier la monnaie à l'économie et de ne pas faire l'inverse comme depuis trente ans.

Lors de la deuxième table-ronde intitulée « quelle réponse à la crise politique ? », le politologue Yves-Marie Cann de l'institut CSA a pu décrire une France profondément en proie aux doutes et a indiqué que, selon les dernières études de son institut, à peu près 30% de la population française se considère comme le cadet des soucis de la classe politique. Il a parlé de « France amer » qui recoupe

en partie le concept de France périphérique développé par Christophe Guilluy. Henri Pena-Ruiz, philosophe membre du PG, a été quant à lui extrêmement critique par rapport au PS. Il a soutenu qu'il fallait en finir avec l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. Emmanuel Maurel, député européen membre du courant Maintenant La Gauche, a également été dans la même veine que Godin : selon lui, la gauche n'essaie pas. Le grand reproche qu'on peut faire au gouvernement c'est de ne pas essayer. On pourrait lui faire passer ses échecs s'il avait essayé mais ce n'est malheureusement pas le cas ; en conséquence, il reste deux ans et demi pour essayer. Jean-Louis Frostin, du conseil national du PCF, a fait une intervention énigmatique. Je crois que le PCF n'a pas encore énoncé une ligne politique claire. Bastien Faudot, quant à lui, a pu résumer la longue liste d'événements qui ont pu démoraliser le peuple Français depuis les années 80 dont le référendum de 2005. Il a en outre rappelé qu'il fallait trouver une issue politique à cette crise qui n'en finissait pas. ■

LES REN
CONTRES
DU



FAUT-IL SAUVER L'EURO ?

Mercredi 28 janvier, 18h30

→ Salle Colbert, ASSEMBLÉE NATIONALE

Avec **Pierre-Alain MUET**, Député SRC, Vice-président de la Commission des finances, économiste ; **Guillaume BALAS**, Député européen PSE ; **André CHASSAIGNE**, Député PCF-Front de Gauche, Président du groupe de gauche démocrate et républicaine (GDR) ; **Romaric GODIN**, Rédacteur en chef-adjoint à La Tribune ; **Bastien FAUDOT**, Secrétaire national du MRC. Débat animé par : **Christophe Blot** de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

«Une société dominée par l'hyper individualisme libéral»

Verbatim de l'intervention de Jean-Pierre Chevènement

Le choix de la globalisation financière est un choix ancien dans lequel des Français portent une responsabilité écrasante et d'autre part il y a le choix de l'occidentocentrisme qui est le fond de notre politique. Ce qui est très important, c'est le choix de l'occidentalisme, qui procède d'un euro-centrisme, d'un occidentalocentrisme, qui procède aussi du fait que les Américains, qui se croyaient l'hyper puissance il y a vingt ou trente ans, prennent la mesure d'un déclin lent mais continu et ont mis en œuvre une stratégie de cadencage absolument effrayante.

Le choix de 1983 a été fondateur, il s'agissait alors d'accrocher le franc au mark. Ça a été le début d'un processus de libéralisation continu qui n'a pu être accepté que parce qu'on lui a donné l'habillage européen.

Si nous sommes en permanence sous l'observation et plus encore sous la pression des marchés financiers, si le président de la République n'a pas cru pouvoir renégocier le TSCG, c'est probablement parce qu'il a pensé que cela accroîtrait le spread entre les taux d'emprunts de la France et de l'Allemagne. Tout ça c'est une logique qui vient de loin ; elle a ensuite comporté un nouveau pas : la monnaie unique. Un tissu de fariboles sur la monnaie unique qui allait apporter le plein emploi, l'expansion, permettre de rivaliser avec le dollar.

Le TSCG lui même n'est qu'une conséquence retardée du choix de la monnaie unique. A partir du moment où nous avons abandonné notre souveraineté monétaire, il était évident que nous devrions un jour abandonner notre souveraineté budgétaire. Le choix de la monnaie unique comporte un vice rédhibitoire, consubstantiel, une sorte de péché originel qui fait que dans une zone monétaire non optimale, quand il n'y a pas de puissant mécanisme de redistribution, dont l'Allemagne ne veut pas, la richesse s'accumule à un pôle et la pauvreté à un autre.

Le principe de l'extraterritorialité du droit américain s'applique du fait du consentement de tous les autres. Alors regardons l'Europe, quelle résistance offre-t-elle ? Elle n'of-

fre aucune résistance ! En réalité l'eurocentrisme n'est qu'une variété d'occidentocentrisme. Il relève d'une idéologie de la mondialisation libérale au nom de l'Europe qui est le camouflage de toutes les règles adoptées en vertu de l'acte unique et qui continuent d'être adoptées.

Comme l'histoire ne s'arrête jamais, nous voyons surgir quelque chose de nouveau : d'une part la montée des émergents et d'autre part l'organisation de l'Europe autour de l'Allemagne. L'Europe est germano-centrée, mais c'est aussi une Europe en crise du fait que l'Allemagne lui impose les dogmes ordo-libéraux.



En réalité l'eurocentrisme n'est qu'une variété d'occidentocentrisme. Il relève d'une idéologie de la mondialisation libérale au nom de l'Europe.

Je pense que nous sommes dans une société dominée par l'hyper individualisme libéral qui va au-delà encore d'un esprit d'envie et de jalousie. L'hyper individualisme va aussi avec les choix faits en matière économique il y a une bonne trentaine d'années. Je constate que cet hyper individualisme est allé de pair avec l'effondrement des grandes croyances collectives. Je constate que les croyances collectives, la simple morale, la morale laïque, la morale de tous les jours, la morale de Jules Ferry, celle que j'ai reçue, tout cela est considéré comme ridicule aujourd'hui. Nous sommes dans un univers qui n'est ni bon ni méchant mais où toutes ces valeurs collectives se sont beaucoup étioilées en face de cet hyper individualisme libéral.

Je partage assez la vue d'Emmanuel Todd : il n'y a pas de racisme proprement dit mais la revendication par le peuple français d'une communauté de mœurs et d'usages. La question de fond n'est pas seulement celle de ces règles, c'est aussi celle de l'envie : est-ce que les immigrés ont envie de coïncider avec la France ? Est-ce que nous leur donnons envie de France ? Et bien non, nous ne leur donnons pas envie. ■

Verbatim des interventions

de Coralie Delaume, Romaric Godin et Philippe Guibert



Coralie
Delaume

auteur
de *Europe,*

les États désunis (Michalon, 2014)

La véritable action des dirigeants politiques de ce pays est bornée car elle s'inscrit dans un cadre rigide qui est le cadre européen.

Si on ne modifie pas ce cadre, il ne pourra rien se produire de significatif avant bien longtemps.

Le véritable enjeu c'est celui de la souveraineté. Les gens le sentent : il y a un problème de souveraineté dans la manière dont s'est construite l'Europe. Hors du cadre de la nation souveraine, il ne peut y avoir de démocratie. C'est dans ce cadre-là qu'elle s'exerce véritablement.

La manière dont a été construite la zone euro a confisqué à la fois la politique monétaire et la politique budgétaire parce que des éléments de politiques économiques ont été figés dans le marbre des traités.

Il faut être capable de dire que cela fait un moment que le droit européen est frappé d'illégitimité. Est rentrée dans l'ordre juridique un texte qui a été rejeté en 2005 par référendum par deux pays.

Quelle est la légitimité de cet ordre juridique supranational ? ■



Philippe Guibert

sociologue

Il y a une difficulté majeure à définir un bien commun, à se sentir régi par des règles communes. Du point de vue républicain, c'est un problème majeur : il y a un danger pour l'idée républicaine en France.

Les principaux conflits sociaux auxquels on a assisté ces deux dernières années ont trait à la machine redistributive et à la réglementation. Tout se passe comme si dans la société française on passait d'un rapport à la production à un rapport à la distribution.

Quand on parle de «grogne fiscale», on mesure mal le problème car on donne le sentiment que les gens sont justes pas contents de payer des impôts alors que c'est une remise en cause profonde de la solidarité, de la machine redistributive elle-même au sein de la société française.

La machine à ressentiment est large-

ment alimentée avec le charbon de l'insécurité sociale et économique.

La durée du chômage joue un rôle d'insécurisation massif chez les ménages et majeur dans leur inquiétude pour l'avenir. Le drame c'est non seulement de tomber dans le chômage mais d'y rester et parfois très longtemps.

La récupération par Marine Le Pen de la laïcité est un des drames de la situation puisque derrière le mot, il y a tout simplement une volonté de lutte contre la religion musulmane et donc contre des citoyens, français ou étrangers, qui ont envie de pratiquer leur religion. ■



Romaric Godin

rédacteur en chef adjoint à l'économie
au journal *La Tribune*

On se retrouve en France et dans plusieurs autres pays avec un choix politique qui se divise entre ceux qui brisent les tabous et ceux qui ne les brisent pas.

Il se trouve que ceux qui osent les briser sont malheureusement des gens peu recommandables. Il faut qu'il y ait une offre politique républicaine qui puisse réfléchir à la question de l'euro soit en proposant une réorientation de la zone, soit en expliquant que l'euro n'est qu'une monnaie et

que, dans l'histoire économique, des monnaies viennent, partent, reviennent.

À chaque fois que la France pouvait affronter l'Allemagne, elle a reculé ; C'est une politique de faiblesse et l'Allemagne le sait très bien.

Ce ne sont pas les réformes Schroder qui ont favorisé la compétitivité allemande, c'est le gel des positions dans les années 2000 et le fait que, face à cela, les pays du sud n'ont pas eu d'autres choix que développer leur demande intérieure et donc de perdre en compétitivité. Pendant ce temps, l'Allemagne faisait de la modération salariale.

On ne nous dit plus l'Europe c'est la paix mais l'euro c'est la paix. Rien n'est moins vrai. L'euro est une monnaie et ce n'est le ressort principal de la paix ou de la guerre».

Le mot de Pascal Blanchetier

conseiller municipal de Caen, président du Comité du MRC de Basse-Normandie

Le MRC de Basse Normandie est très satisfait d'avoir pu accueillir l'Université de rentrée à Caen les 19, 20, 21 septembre. C'est pour nous un geste de reconnaissance pour le travail constant et déterminé des militants de notre région.

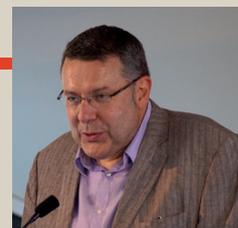
Nous avons apprécié la décision nationale qui a choisi la ville de Caen dans le contexte très difficile d'une crise sociale économique et politique majeure. Nous souhaitons avoir une manifestation d'ampleur pour le MRC. Cela va au-delà de ce que nous avons envisagé, surtout dans une année chargée d'événements historiques et sportifs de niveaux mondiaux.

Certes tout n'était pas parfait mais les remerciements de grand nombre des participants nous ont fait prendre conscience de la réussite de cette université pour le MRC. Le thème choisi du « sursaut républicain » apporte un complément à notre logiciel pour lancer des débats dans nos départements et régions. Sans tarder nous avons pris la décision de tracer la route pour les prochaines échéances électorales. Ces rendez-vous devraient nous apporter la visibilité politique nécessaire à notre développement. Celles-ci pouvant déboucher sur un rassemblement républicain autour des propositions du MRC.

Prochainement notre comité régional tiendra deux réunions publiques notamment sur le pacte de responsabilité et de la nécessité d'un sursaut républicain.

A tous nous adressons nos remerciements et surtout nous espérons que l'énergie et le dynamisme de cette rentrée liée à la qualité des intervenants donneront à chacun de nos comités une raison supplémentaire de croire en l'avenir de notre pays. Il nous appartient de prolonger le combat politique engagé par le MRC et particulièrement Jean-Pierre Chevènement dont la constance et l'aura font la fierté de notre mouvement.

Au moment de passer le relais nous sommes certains que nos camarades d'Auvergne apporteront leur savoir faire politique et militant pour assurer la réussite de la prochaine université de rentrée 2015 à Clermont-Ferrand.



L'UNIVERSITÉ DE RENTRÉE 2015
AURA LIEU À CLERMONT-FERRAND
LES 25, 26 ET 27 SEPTEMBRE



LES ACTES de l'Université de Rentrée 2014 seront disponibles en version papier très prochainement avec l'ensemble des interventions et des tables-rondes

→ www.mrc-france.org

